



V.E. M. Philippe Léglise-Costa

Représentant Permanent

Représentation Permanente de la France auprès de l'UE

14 Place de Louvain - 1000 Bruxelles

E : philippe.leglisecosta@diplomatie.gouv.fr

Cc: M. **Alexis Ridde**, Conseiller Inclusion et protection sociales et égalité
Mme. **Emilie Marquis-Samari**, Conseillère Emploi, santé et sécurité au travail, inclusion sociale
Mme. **Pauline Dubarry**, Adjointe du chef du service Justice et Affaires intérieures (JAI), Conseillère Justice questions transversales
Mme. **Mariana Duque**, Conseillère Droits de l'Homme
M. **Laurent Huet**, Conseiller Justice pénale
M. **Guillaume Dederen**, Conseiller Affaires intérieures : Asile et immigration
Mme. **Guyène Sandjo**, Conseillère Affaires intérieures : Asile et immigration

Bruxelles, le 3 février 2022

Objet : Recommandations à la Présidence française du Conseil de l'Union européenne

Monsieur l'Ambassadeur,

Je vous écris après avoir pris connaissance du programme et des priorités de votre présidence en matière d'égalité de genre et de droits des femmes et des filles, dans la dimension interne et externe.

Le réseau européen End FGM (End FGM EU) est une organisation-cadre européenne composée de 32 ONG nationales expertes sur les mutilations génitales féminines (MGF), dans 15 pays européens. End FGM EU fonctionne comme un lieu de rencontre pour les communautés, les organisations de la société civile, les décideurs et autres acteurs concernés au niveau européen afin d'interagir, de coopérer et d'unir leurs forces pour mettre fin

LES MGF & L'UNION EUROPÉENNE

Les mutilations génitales féminines constituent une violation des **droits humains** des femmes et des filles touchées par cette pratique et s'apparentent à de la **torture**. Le Parlement européen a estimé que **plus de 600 000** survivants de MGF vivent actuellement en Europe et que **190 000 sont à risque** de MGF dans 17 pays seulement.

à toutes les formes de MGF en Europe et au-delà. Les voix des communautés concernées sont au cœur de notre travail qui vise à influencer les gouvernements et les décideurs européens à agir en faveur de l'élimination des MGF. Nous renforçons les capacités de nos membres, offrons des espaces de partage d'expertise et développons des partenariats. Tout en étant déterminés à être la force motrice du mouvement européen pour mettre fin aux MGF, nous nous engageons également à construire des liens et à coopérer avec tous les acteurs concernés dans le domaine des MGF, tant en Europe que dans le monde. En ce sens, nous promovons et encourageons activement la coopération entre le mouvement européen et les mouvements d'autres régions du monde.

Nous saluons la Présidence française, ouvrant le Trio formé avec la République Tchèque et la Suède. Le programme du Trio met l'accent sur un domaine clé de la **protection des citoyens et des libertés**, qui intéresse End FGM EU, car il implique l'engagement du Trio à : et aller de l'avant avec la proposition législative de la Commission visant à lutter contre la violence fondée sur le genre. Nous sommes également heureux de voir que le Trio s'engage à lutter contre toutes les formes de haine et de discrimination, avec une attention particulière aux droits LGBTIQ, à l'antiracisme et aux droits des personnes handicapées. En outre, nous jugeons important l'accent mis par le programme Trio sur la **promotion des intérêts et des valeurs de l'Europe dans le monde, en particulier en ce qui concerne l'accélération de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et des ODD**. Ces aspects combinés sont cruciaux pour notre travail, car dans celui-ci, nous soulignons qu'une perspective intersectionnelle est essentielle pour lutter contre les inégalités de genre, qui sont le résultat de plusieurs formes de discrimination qui se chevauchent et doivent être considérées et traitées ensemble. La priorisation de la protection de l'enfance est également un aspect clé que nous sommes heureux de voir inclus dans les engagements du Trio : en effet, les MGF sont dans la plupart des cas pratiquées sur des mineurs et représentent ainsi une violation des droits de l'enfant.

Concernant le document programmatique de la Présidence française, nous nous félicitons de la priorité générale de viser une Europe humaine, en particulier dans son engagement à lutter contre toute forme de discrimination et à assurer un avenir à la prochaine génération. L'engagement explicite à lutter contre la violence sexiste est particulièrement important : les mutilations génitales féminines sont une forme de violence sexiste et une manifestation de l'inégalité entre les sexes et son élimination durable ne peut être atteinte que si elle est traitée comme telle.

En outre, en ce qui concerne les priorités dans le domaine de la **justice**, End FGM EU se félicite de l'accent mis par la présidence sur les **droits des victimes** d'infractions pénales. Cela doit tenir compte des survivants des MGF et de leur inclusion, sans discrimination, dans la Directive sur les droits des victimes et sa mise en œuvre dans les États membres.

Nous saluons la référence à la garantie européenne pour l'enfance et en particulier l'accent mis sur la santé, y compris la santé mentale des jeunes vulnérables. Sur cette note, nous rappelons l'importance de donner la priorité aux droits à la santé sexuelle et reproductive, avec une approche holistique qui inclut un soutien à la santé mentale, en particulier pour les survivants de violences basées sur le genre, qui peuvent subir de graves conséquences sur la santé mentale, comme les conclusions de l'Indice d'Égalité de Genre 2021 nous le rappelle.

Il est encourageant de voir que la présidence continuera à soutenir la voie d'adhésion de l'UE à la convention d'Istanbul (CI), un traité clé qui doit demeurer la principale référence des politiques de l'UE en matière de violence à l'égard des femmes et des filles et un pilier fondamental pour promouvoir l'égalité des chances en Europe. L'adhésion de l'UE à la CI ne devrait pas être retardée davantage et nous demandons à la présidence française de faire pression pour un vote du Conseil dans le cadre de son mandat.

En ce qui concerne la migration et l'asile, nous demandons instamment à la présidence de veiller à ce que toutes les politiques de migration et d'asile tiennent compte des droits fondamentaux des personnes en déplacement, en particulier des filles et des femmes, et de leur droit à bénéficier d'une protection internationale lorsqu'elles sont touchées ou risquent d'être touchées par les MGF dans les pays qu'elles fuient.

Nous nous réjouissons de l'engagement de la présidence à promouvoir la Charte des droits fondamentaux, ainsi que la protection des droits fondamentaux au sein de l'UE, et nous encourageons le soutien annoncé aux négociations d'adhésion de l'UE à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

En ce qui concerne la préparation des conclusions du Conseil axées sur **l'antiracisme**, nous recommandons vivement que celles-ci abordent la question du racisme, de la xénophobie et de l'islamophobie, qui ont tous un impact négatif sur la lutte contre la pratique des mutilations génitales féminines, nourrissant les stéréotypes et la marginalisation des communautés concernées.

Enfin, nous sommes convaincus que votre Présidence s'inspirera de l'objectif d'accroître la résilience de l'Europe en continuant à veiller à ce que l'UE soit à la hauteur des valeurs inscrites dans ses traités. Une Europe résiliente soutient fermement les droits de l'homme, la non-discrimination et l'égalité, y compris l'égalité des sexes, pour contrer tout mouvement d'opposition s'attaquant à ces valeurs européennes fondamentales, face à la pandémie mondiale.

S'appuyant sur ces éléments, sur les conclusions du Conseil "Prévenir et combattre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, y compris les mutilations génitales féminines" de juin 2014 et sur le programme et les priorités de la Présidence française, End FGM EU appelle la Présidence et le Conseil à agir, dans le cadre de ses compétences pour :

- ☒ Veiller à ce que les **droits humains** restent une priorité essentielle dans l'agenda de l'UE, notamment en intégrant les questions relatives aux droits de l'homme, le cas échéant, dans la législation et la politique de l'UE, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.
- ☒ Intégrer l'aspect du **genre** dans les contributions du Conseil à la législation et à la politique de l'UE, en particulier celles liées aux droits de l'homme, à la migration et à la protection internationale, à la santé, à la recherche et à la collecte de données, au développement, aux droits des femmes, aux droits des enfants et à la lutte contre la violence sexiste, y compris MGF.

En outre, End FGM EU souhaite attirer l'attention de la présidence française sur quelques domaines prioritaires que nous jugeons cruciaux pour assurer la fin de toutes les formes de violence sexiste, y compris les MGF, en Europe et au-delà. Par conséquent, nous voudrions inviter la présidence et le Conseil à prendre, dans le cadre de ses compétences, les actions spécifiques suivantes.

Protection internationale

- ☒ Travailler avec la Commission européenne et les États membres pour assurer la transposition et la mise en œuvre effectives dans tous les États membres de l'UE de la directive 2012/29/UE (directive sur les droits des victimes).
- ☒ Poursuivre les travaux de réforme du Régime d'Asile Européen Commun, notamment dans le cadre du **Nouveau Pacte sur l'Asile et la Migration**. Dans ce contexte, nous appelons la Présidence à garder à l'esprit l'objectif clé de protection des femmes et des filles touchées par la violence sexiste, y compris les MGF, et à veiller à ce que ces principes soient pris en considération :
 - Intégrer le genre et les droits humains pour renforcer la protection des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés, en particulier les femmes et les filles.
 - Donner des directives claires aux États membres en ce qui concerne la protection internationale des groupes vulnérables fuyant ou craignant d'être persécutés, y compris les survivants des MGF et les personnes à risque de MGF. Celles-ci doivent inclure, par exemple : la sensibilité au genre et à l'enfant, l'accès à des enquêteurs et à des interprètes féminins, l'évaluation de la crédibilité en tenant

compte du traumatisme, la collecte de données sexospécifiques - y compris concernant les informations sur le pays d'origine - la reconnaissance des persécutions passées, etc.

- Développer des normes élevées et sensibles au genre, aux enfants et à la culture en ce qui concerne le processus de qualification, les procédures d'asile et les conditions d'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés pour garantir le respect des droits de l'homme et du droit international.
 - Soutenir le travail de la nouvelle Agence de l'Union européenne pour l'asile, en particulier en ce qui concerne la coopération avec les États membres dans l'évaluation des besoins de protection, sur la base d'informations sensibles au genre sur les pays d'origine, la formation des agents d'asile, en particulier sur les vulnérabilités des demandeurs d'asile, et assurer l'équité du système d'asile
 - Impliquer une formation sur mesure des professionnels, par ex. les praticiens de la santé, les agents publics et d'asile, etc., notamment sur les questions de genre et la violence sexiste, y compris les MGF.
- ☒ En particulier, travailler avec les États membres, la Commission européenne et le Parlement européen sur la nouvelle proposition modifiée de règlement sur **les procédures d'asile** (ancienne directive 2013/32/UE) déposée par la Commission en septembre 2020 dans le cadre du nouveau pacte sur l'asile et migration, après que le Conseil et le Parlement ne soient pas parvenus à un accord sur le texte précédent proposé dans le cadre de la réforme du RAEC en 2016. Veiller à ce que ce nouveau texte accorde une protection adéquate à toutes les filles de moins de 18 ans, en tant que groupe présentant des vulnérabilités accrues, et ne pas les soumettre à des procédures accélérées ou frontalières, conformément aux normes de protection convenues au niveau international.

La Convention d'Istanbul et les objectifs de développement durable

- ☒ End FGM EU exhorte la Présidence française à œuvrer à la **ratification de la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe par l'UE et tous les États membres**. Nous encourageons la Présidence à reprendre les négociations sur l'adhésion de l'UE à la Convention d'Istanbul au sein du FREMP. Nous sommes prêts à vous accompagner dans ce processus. En attendant, nous soutenons la Présidence française en faveur de la publication de la proposition de la Commission pour un **nouvel outil législatif européen sur la VBG** et demandons instamment de veiller à ce qu'elle traite toutes les formes de cette violence, y compris les mutilations génitales féminines. Nous appelons également à la nomination d'un coordinateur de l'UE pour superviser sa mise en application et inclure un mécanisme de responsabilité pour surveiller la conformité des États membres.
- ☒ Nous recommandons également à la présidence de travailler avec les parties prenantes concernées, notamment la Commission européenne, le Parlement européen, le SEAE, les Nations unies, les gouvernements des États membres de l'UE et les pays tiers pour développer des actions conjointes internes et externes en vue de la mise en œuvre de l'**Agenda 2030** pour le développement durable, avec une attention particulière à l'**ODD 5.3** sur l'élimination de toutes les pratiques préjudiciables et au **Consensus européen pour le développement**. Nous demandons instamment à la présidence de veiller à ce que ces engagements soient également soulignés lors du prochain **sommet UA-UE**.

Collecte de données et financement

- ☒ Nous appelons la Présidence Française à encourager la **collecte de données** à l'aide d'une méthodologie commune sur la prévalence des violences sexistes dans chaque État membre, y compris sur le statut de réfugié accordé pour ce motif dans le cadre du système d'asile, avec un accent particulier sur les MGF. Il faudra assurer la coordination transfrontalière et le partage des données collectées via des bases de données électroniques entre les États membres.
- ☒ Encourager tous les États membres de l'UE à démontrer leur leadership politique et leur engagement à protéger l'égalité entre les femmes et les hommes et à éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles dans toutes leurs activités et à augmenter les fonds destinés à l'égalité des sexes et à la lutte pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles.

États membres

- ☒ Appeler les États membres à développer et financer des **actions et des programmes d'éducation** et de sensibilisation sur les droits de l'homme et sur la violence sexiste, y compris sur les MGF et en collaboration avec les communautés touchées par les MGF.
- ☒ Appeler les États membres à assurer une **formation appropriée des professionnels concernés** (praticiens de la santé, agents publics, agents chargés de l'asile, police, enseignants, travailleurs sociaux, journalistes, etc.) et l'accès à des **services holistiques et spécialisés** pour traiter la question de la violence sexiste, y compris les MGF.
- ☒ Appeler les États membres à développer des actions et des programmes pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles, y compris les MGF, dédiés à la **prévention et à la protection**, et à collaborer entre eux ainsi qu'avec des partenaires de pays tiers pour identifier et mettre en œuvre des pratiques prometteuses dans ce domaine.

Nous souhaitons au gouvernement français un semestre de présidence fructueux et constructif, nous sommes prêts à vous soutenir et nous espérons une coopération étroite pendant et au-delà de cette période.

Cordialement,



Xheni Dani, Coordinatrice du plaidoyer
Au nom de Mme Anna Widegren, Directrice

End FGM European Network

Mundo B, Rue d'Edimbourg 26, Bruxelles 1050, Belgique

T: 0032 2 893 09 02 / Mobile: 0032 489 70 92 72

E: xdani@endfgm.eu / W: www.endfgm.eu



HE Mr. Philippe L glise-Costa
Permanent Representative
Permanent Representation of France to the EU
14 Place de Louvain - 1000 Bruxelles
E : philippe.leglisecosta@diplomatie.gouv.fr

Cc: Mr. **Alexis Ridde**, Counsellor for Inclusion and Social Protection and Equality
Ms. **Emilie Marquis-Samari**, Counsellor for Employment, labour health and security, Social Inclusion
Ms. **Pauline Dubarry**, Counsellor for Justice and Internal Affairs
Ms. **Mariana Duque**, Counsellor for Human Rights
Mr. **Laurent Huet**, Counsellor for Criminal Justice and Judicial Cooperation in criminal matters
Mr. **Guillaume DEDEREN**, Counsellor for Asylum and Immigration
Ms. **Guyl ne Sandjo**, Counsellor for Asylum and Immigration

Brussels, 3rd February 2022

Re: Recommendations to the French Presidency of the Council of the European Union

Dear Mr. Ambassador,

I am writing to you after having read your Presidency programme and priorities on matters of gender equality and women and girls' rights, both internally and externally.

The End FGM European Network (End FGM EU) is a European umbrella organisation consisting of 32 national NGO experts on female genital mutilation (FGM), in 15 European countries. End FGM EU operates as a meeting ground for communities, civil society organisations, decision-makers and other relevant actors at European level to interact, cooperate and join forces to end all forms of FGM in Europe and beyond. Grassroots voices are at the heart of the work we do to influence European governments and policymakers to act towards the elimination of FGM. We build our members' capacity, offer spaces to share expertise and develop partnerships. While dedicated to being the driving force of the European movement to end FGM, we are equally committed to building bridges and cooperating with all relevant actors in the field of FGM both in Europe and globally. In this sense, we actively promote and foster cooperation between the European movement and movements in other regions of the world.

FGM & THE EUROPEAN UNION

FGM is a violation of the **human rights** of women and girls affected by the practice and amounts to **torture**. The European Parliament estimated that over **600,000 survivors** of FGM currently live in Europe, and that **190,000 are at risk** of FGM in 17 countries alone.

We welcome the French Presidency, opening the Trio formed with Czech Republic and Sweden. The Trio programme emphasises a key area on **protecting citizens and freedoms**, which is of interest to End FGM EU, since it entails the Trio's commitment to: promoting gender equality and fighting against gender-based stereotypes, effectively implementing the Gender Equality Strategy 2020-2025 and moving forward with the Commission's legislative proposal to combat gender-based violence. We are also glad to see that the Trio is committed to fighting against all forms of hate and discrimination, with a specific attention to LGBTIQ rights, anti-racism and the rights of people with disabilities. Moreover, we deem important the focus that the Trio programme puts on **promoting Europe's interests and values in the world**, specifically in relation to accelerating the implementation of the 2030 Agenda and the SDGs. These aspects combined are crucial to our work, as in our work we highlight that an intersectional perspective is key to combat gender inequalities, which are the result of several overlapping form of discrimination and need to be considered and tackled together. The prioritisation of child protection is also a key aspect that we are glad to see included in the Trio engagements: indeed, FGM is in most cases performed on minors and represents thus an abuse of children's rights.

Concerning the French Presidency programmatic document, we welcome the overall priority of aiming for **A Humane Europe**, especially in its commitment to counter any form of discrimination and securing a future for the next generation. The explicit commitment to tackle gender-based violence is particularly important: female genital mutilation is a form of gender-based violence and a manifestation of gender inequality and its sustainable elimination can only be achieved if it is tackled as such.

Moreover, in relation to the priorities in the area of **Justice**, End FGM EU welcomes the focus of the Presidency on **the rights of victims of criminal offences**. This must take into account FGM Survivors¹ and their inclusion, without discrimination, in the Victim's Rights Directive and its implementation in Member States.

We welcome the reference to the European Child Guarantee and in particular the focus on health, including the mental health of vulnerable young people. On this note, we recall the importance of prioritising sexual and reproductive health rights, with a holistic approach that includes mental health support, especially for survivors of gender-based violence, who can suffer serious mental health consequences, as the findings of the 2021 Gender Equality Index remind us.

It is encouraging to see that the Presidency will continue to support the EU's accession path to the Istanbul Convention (IC), a key treaty that should remain the main reference for EU policy on the matter of violence against women and girls and a fundamental pillar to promote equal opportunities in Europe. The EU accession to the IC should not be further delayed and we urge the French Presidency to push for a Council vote within its mandate.

As concerns Migration and Asylum, we urge the Presidency to ensure that all migration and asylum policies take into consideration the human rights of people on the move, in particular girls and women, and their right to receive international protection when affected or at risk of being affected by FGM in the countries they are fleeing.

We welcome the Presidency's commitment to promote the Charter of Fundamental Rights, as well as the protection of fundamental rights within the EU and we encourage the announced support of the EU's accession negotiations to the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms.

¹At End FGM EU, we use the positive term "survivors of violence" instead of "victims", in order to emphasize the resilience of persons affected by gender-based violence.

Regarding the preparation of Council Conclusions focusing on **anti-racism**, we strongly recommend that these tackle the issue of racism, xenophobia and islamophobia², all of which negatively affect the fight against the practice of female genital mutilation, nourishing stereotypes and marginalisation of affected communities.

Finally, we are confident that your Presidency will be inspired by the objective of achieving an increasingly resilient Union to ensure the EU lives up to the values enshrined in its treaties and that a resilient Europe strongly supports human rights, non-discrimination and equality, including gender equality, to counter any opposition movement attacking these core European values, in the face of the global pandemic.

Building on these elements, on the Council Conclusions *"Preventing and combating all forms of violence against women and girls, including female genital mutilation"* of June 2014 and on the programme and priorities of the French Presidency, End FGM EU calls on the Presidency and the Council to act, in the scope of its competences to:

- ☒ Ensure **human rights** remain a core priority in the EU agenda, notably by mainstreaming human rights issues when relevant in EU legislation and policy, both externally and internally.
- ☒ Mainstream **gender** into the Council's contributions to EU legislation and policy, in particular those related to human rights, migration and international protection, health, research and data collection, development, women's rights, children's rights and the fight against gender-based violence, including FGM.

Moreover, End FGM EU would like to draw the French Presidency's attention to a few priority areas that we deem crucial to ensure the end of all forms of gender-based violence, including FGM, in Europe and beyond. Therefore, we would like to call on the Presidency and the Council to take, in the scope of its competences, the following specific actions.

International protection

- ☒ Work with the European Commission and Member States to ensure the effective transposition and implementation in all EU Member States of Directive 2012/29/EU (Victims' Rights Directive).
- ☒ Continue the work to reform the Common European Asylum System, particularly within the New Pact on **Asylum and Migration**. In this context, we call upon the Presidency to bear in mind the key objective of protection of women and girls affected by gender-based violence, including FGM, and to ensure that these principles are taken into consideration:
 - Mainstream gender and human rights to enhance the protection of migrants, asylum-seekers and refugees, particularly women and girls.
 - Give clear guidelines to Member States as regards the international protection of vulnerable groups fleeing past or fearing persecution, including FGM survivors and people at risk of FGM. These shall include, for example: gender and child sensitivity, access to female interviewers and interpreters, credibility assessment taking trauma into account, gendered data collection - including concerning country of origin information - acknowledgement of past persecution etc.

² Community activists talk about FGM, Islamophobia and Racism | End FGM EU
https://www.youtube.com/watch?v=VWfYcS8_JQ

- Develop high gender- children- and culturally-sensitive standards as regards the qualification process, the asylum procedures process and the reception conditions of asylum-seekers and refugees to ensure the respect of human rights and international law.
 - Support the work of the newly created European Union Agency for Asylum especially as regards the cooperation with Member States in assessing protection needs, based on gender-sensitive country of origin information, training of asylum officers, particularly on vulnerabilities of asylum-seekers, and to ensure the fairness of the asylum system
 - Involve tailored training of professionals e.g. health practitioners, public and asylum officers etc., notably on gender issues and gender-based violence, including FGM.
- ☒ In particular, work with Member States, the European Commission and European Parliament on the new amended proposal for an **Asylum Procedures Regulation** (former Directive 2013/32/EU) tabled by the Commission in September 2020 within the framework of the new Pact on Asylum and Migration, after Council and Parliament did not reach an agreement on the previous text proposed within the CEAS reform in 2016. Ensure that such new text will grant adequate protection for *all girls below 18 years old*, as a group presenting increased vulnerabilities, and will not submit them to accelerated or border procedures, in line with internationally agreed protection standards.

Istanbul Convention and the Sustainable Development Goals

- ☒ End FGM EU urges the French Presidency to work towards the **ratification of the Council of Europe's Istanbul Convention by the EU and all Member States**. We encourage the Presidency to resume negotiations on the EU accession to the Istanbul Convention within FREMP. We stand ready to support in this process. Meanwhile, we support the French Presidency standing for the publication of the Commission's proposal for a **new EU legislative tool on GBV** and urge to ensure that it addresses all forms of such violence, including Female Genital Mutilation. We call also on the appointment of an EU Coordinator to overview its implementation and include an accountability mechanism to monitor Member States compliance.
- ☒ We also recommend the Presidency, work with relevant stakeholders, notably the European Commission, European Parliament, EEAS, the UN, EU Member States' governments and third countries to develop internal and external joint actions towards the implementation of **Agenda 2030** on Sustainable Development, with particular attention to SDG 5.3 on eliminating all harmful practices, and the **European Consensus on Development**. We urge the Presidency to ensure that such commitments be underlined also at the upcoming **AU-EU Summit**.

Data collection and funding

- ☒ Encourage **data collection** using a common methodology on the prevalence of gender-based violence in each Member State, including on refugee status granted on such ground within the asylum system, with a special focus on FGM. Ensure the cross-border coordination and sharing of collected data through e-databases among Member States.
- ☒ Encourage all EU Member States to demonstrate their political leadership and commitment to protecting equality between women and men and eliminating violence against women and girls in all of their activities and to increase funds to gender equality and the fight to end violence against women and girls.

Member States

- ☒ Call for Member States to develop and fund **education and awareness-raising** actions and programmes on **human rights** and on **gender-based violence**, including on FGM and in collaboration with FGM-affected communities.
- ☒ Call for Member States to ensure appropriate **training of relevant professionals** (health practitioners, public officers, asylum officers, police, teachers, social workers, journalists, etc.) and **access to holistic and specialised services** to address the issue of gender-based violence, including FGM.
- ☒ Call for Member States to develop actions and programmes to end violence against women and girls, including FGM, dedicated to **prevention and protection**, and to collaborate with each other as well as third-country partners to identify and implement promising practices in this area.

We wish the French Government a fruitful and constructive Presidency Semester, we stand ready to support you and we look forward to a close cooperation during this period and beyond.

Yours sincerely,



Xheni Dani
Policy and Advocacy Coordinator

On Behalf of Ms. Anna Widegren, Director

End FGM European Network

Mundo B, Rue d'Edimbourg 26, Brussels 1050, Belgium

T: 0032 2 893 09 02 / Mobile: 0032 489 70 92 72

E: xdani@endfgm.eu / W: www.endfgm.eu